

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 NOVEMBRE 1910.

Proposition de loi sur la réglementation des heures de travail, le travail de nuit et l'apprentissage dans l'industrie diamantaire.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La proposition de loi que nous avons l'honneur de soumettre à l'approbation de la Chambre a le rare mérite d'entrer dans les vues non seulement des ouvriers, mais aussi des patrons. C'est que les deux parties y ont un égal intérêt.

A Anvers, siège principal de l'industrie diamantaire belge, cette branche de notre activité nationale est très importante et l'entente entre patrons et ouvriers y est complète.

Les salaires payés aux ouvriers diamantaires de toutes catégories sont très rémunérateurs, ce qui a pour conséquence que ces ouvriers s'efforcent à fournir un travail des plus soignés et de maintenir ainsi l'excellente réputation dont jouit le diamant travaillé à Anvers sur les marchés du monde entier.

Notre proposition de loi n'a aucune tendance protectionniste. Elle constitue une simple mesure de nature préventive.

En effet, grâce à un accord intervenu entre patrons et ouvriers, la journée de neuf heures n'est seulement plus dépassée dans l'industrie diamantaire à Anvers, mais des mesures prophylactiques sont prises dans les usines pour sauvegarder la santé des ouvriers. De plus, par un même accord, la question des apprentis, qui a donné lieu déjà à tant de difficultés entre les parties en cause, a été réglée, pour le moment, à la satisfaction de tous.

Cette situation favorable a produit jusqu'ici d'excellents résultats. Il s'agit donc de la maintenir. Malheureusement, certains indices se font jour

H

et menacent de détruire ce qui a été obtenu par de longues années de lutte et de persévérance.

En effet, dans ces dernières années, nombre d'abus ont été constatés qui auront pour résultat inévitable, si de promptes mesures ne sont pas prises, de troubler la situation favorable existante, voire même de ruiner notre industrie diamantaire anversoise.

Et en premier lieu nous avons l'exode de cette industrie vers les villages environnants et autres lieux du pays; ensuite, la création d'un certain nombre de petites tailleries, ainsi que l'extension du travail à domicile qui échappe à tout contrôle.

Aussi longtemps que le travail se fait dans ces usines, n'importe où elles se trouvent, dans la même proportion et dans les mêmes conditions que dans les tailleries anversoises, il n'y a rien à dire, car il n'appartient à personne d'empêcher une industrie de s'étendre, mais lorsque cette extension doit avoir pour conséquence de menacer une industrie séculaire et prospère dans son existence, de léser dans leurs intérêts, non seulement les ouvriers qui y sont employés, mais aussi les patrons, il est nécessaire que des mesures préventives soient prises.

Dans une lettre adressée, sous la date du 16 octobre 1909, aux Membres de la Législature par la *Gilde der Antwerpsche diamantnijverheid*, union professionnelle composée de patrons et ouvriers, il est dit notamment :

« Le mal se trouve dans le manque absolu de réglementation du travail.
» Dans les fabriques à la campagne, dans les petites tailleries des villes,
» partout où le contrôle fait défaut, on travaille surabondamment, douze à
» quatorze heures par jour, septante-deux à quatre-vingt-quatre heures
» par semaine, n'a rien d'extraordinaire, alors que dans les tailleries de la
» ville d'Anvers et faubourgs on travaille seulement cinquante-deux à cin-
» quante-quatre heures et moins par semaine.

» Cette situation a pour résultat qu'aux patrons, en premier lieu, une
» concurrence effrénée est faite, dont les conséquences ont un effet défa-
» vorable pour les ouvriers qui craignent, à juste titre, être obligés, en fin
» de compte, de devoir travailler plus d'heures par jour pour un salaire
» moindre.

» Le fait que les ouvriers diamantaires à la campagne travaillent à des
» salaires bien plus bas que ceux de leurs camarades de la ville est
» également de nature à avoir un contre-coup funeste sur les salaires des
» ouvriers diamantaires anversois, et il est évident que chaque réduction
» de salaires est préjudiciable à toute la population.

» Les conséquences fâcheuses qu'entraîne le déplacement de l'industrie
» diamantaire vers la campagne ne peuvent être évitées que par ce moyen :
» la réglementation de la durée du travail pour toute cette industrie, en ce
» sens que le minimum de cette durée dans toute la Belgique ne puisse
» dépasser neuf heures par jour.

» Il sera superflu de faire ressortir que neuf heures, dans notre industrie,

» suffisent amplement pour pourvoir à tous les besoins du marché. Une
» fois la production réglée, la situation du marché sera plus ferme, les
» conditions du travail meilleures et la position des ouvriers plus stable.
» L'introduction de cette réglementation légale permettrait aussi de
» donner à la question des apprentis, qui dans notre industrie joue un rôle
» si important, la solution tant désirée aussi bien par les patrons que par
» les ouvriers.

» D'autre part, au point de vue de la santé des ouvriers, l'introduction
» de la journée de neuf heures est de la plus haute importance.

» Les efforts exigés des ouvriers dans l'industrie diamantaire sont tels
» que la plupart d'entre eux, à l'âge de 40 ou 45 ans, voyent s'affaiblir
» leurs forces, leur vue et leur agilité, ce qui les rend bien plus tôt incapables
» au travail que les ouvriers appartenant aux autres industries. La limita-
» tion de la durée du travail est donc pour eux aussi une question de
» conservation.

» Il va de soi que par l'introduction légale de la journée de neuf heures
» ne doivent pas être exclus les accords à intervenir entre patrons et
» ouvriers pour diminuer davantage la durée du travail. »

Cet exposé, fait par les intéressés eux-mêmes (patrons et ouvriers) pour justifier la réglementation légale de la durée du travail dans leur industrie, nous paraît péremptoire et nous dispense d'insister plus longuement.

Aussi sommes-nous persuadés que la Chambre sera unanime à accueillir favorablement notre proposition de loi et voudra ainsi témoigner une fois de plus de sa sympathie pour une catégorie intéressante de travailleurs, tout en rendant un service considérable à l'industrie diamantaire tout entière.

J. VERHEYEN.

(4)

Proposition de loi sur la réglementation des heures de travail, le travail de nuit et l'apprentissage dans l'industrie diamantaire.

ARTICLE PREMIER.

Dans l'industrie diamantaire, le travail des ouvriers ne peut dépasser neuf heures par jour.

ART. 2.

Le travail de nuit est interdit.

ART. 3.

L'inspecteur du travail peut pendant un maximum de vingt jours par an et par atelier, à raison de circonstances exceptionnelles dûment spécifiées, autoriser des dérogations aux dispositions qui précèdent.

Ces décisions sont immédiatement transmises au Ministre de l'Industrie et du Travail qui peut retirer l'autorisation accordée.

ART. 4.

Il est interdit d'employer au travail du diamant des enfants âgés de moins de 14 ans révolus ou des apprentis n'ayant pas au préalable été soumis à l'examen d'un médecin oculiste, chef de service ou ancien chef de service aux hôpitaux publics ou à un médecin oculiste agréé par M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

Voorstel van wet op de regeling van de arbeidsuren, het nachtwerk en den leertijd in de diamantnijverheid.

ART. 1.

In de diamantnijverheid mag de arbeid der werklieden negen uren per dag niet te boven gaan.

ART. 2.

Het nachtwerk is verboden.

ART. 3.

Uit hoofde van uitzonderlijke, behoorlijk bepaalde omstandigheden mag de arbeidstoeziener, gedurende ten hoogste twintig dagen per jaar en per werkplaats, toelaten dat van de voorgaande bepalingen wordt afgeweken.

Die beslissingen worden onmiddellijk opgezonden aan den Minister van Nijverheid en Arbeid; deze kan de verleende machtiging intrekken.

ART. 4.

Het is verboden, bij het bewerken van diamant, kinderen te gebruiken die den leeftijd van 14 jaar niet hebben bereikt of leerlingen die niet vooraf werden onderworpen aan het onderzoek van een oogarts, dienstoverste of gewezen dienstoverste bij de openbare gasthuizen, of aan dat van een oogarts, door den Minister van Nijverheid en Arbeid toegelaten.

ART. 3.

Les dispositions des articles 11 à 20
de la loi du 13 décembre 1889 sont
applicables à la présente loi.

ART. 3.

De bepalingen van de artikelen 11
tot 20 der wet van 13 December 1889
zijn van toepassing op deze wet.

J. VERHEYEN.

LOUIS FRANCK.

AUGUSTEYNS.

P. VEREMANS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 NOVEMBER 1910.

Voorstel van wet op de regeling van de arbeidsuren, het nachtwerk en den leertijd in de diamantnijverheid.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het voorstel van wet, dat wij de eer hebben aan de Kamer ter goedkeuring te onderwerpen, heeft deze zeldzame verdienste, dat het beantwoordt zoowel aan de inzichten van de werklieden als aan die van de patroons. Beide partijen hebben er, trouwens, evenveel belang bij.

Te Antwerpen, waar de Belgische diamantnijverheid — deze tak onzer nationale bedrijvigheid — haren voornaamsten zetel heeft, is zij uiterst belangrijk en heerscht er tusschen patroons en werklieden de volmaaktste overeenstemming.

De diamantbewerkers van alle soort ontvangen zeer hoge loonen, wat ten gevolge heeft dat zij trachten een zorgvuldig voltooid werk te leveren en, zodoende, te handhaven den uitmuntenden naam waarin de te Antwerpen bewerkte diamant staat op de wereldmarkt.

Ons voorstel heeft geenszins de handelsbescherming ten doel. Het maakt eenvoudig een voorzorgsmaatregel uit.

Inderdaad, dank zij eene overeenkomst gesloten tusschen patroons en werklieden, wordt te Antwerpen in de diamantnijverheid niet alleen de negenuursarbeidsdag nergens overschreden, maar worden zelfs in de diamantwerkplaatsen voorbehoedende maatregelen genomen om de gezondheid der arbeiders te beveiligen. Daarenboven is, door eene zelfde overeenkomst, het vraagstuk van het leerlingchap, dat tot zoo groote moeilijkheden tusschen de betrokken partijen aanleiding gaf, vooralsnu geregeld tot aller genoegen.

Uitmuutende gevolgen had tot hiertoe deze gunstige toestand. Het is dus zaak, dien te behouden. Ongelukkig bestaan er voortteekens die doen vreezen dat, wat door jaren volhardenden strijd werd verworven, te niet zou gaan.

Talrijk, inderdaad, zijn de misbruiken die gedurende de jongste jaren werden vastgesteld en die, worden er geene dringende maatregelen genomen, onvermijdelijk den bestaanden gunstigen toestand moeten verstoren, ja zelfs den ondergang van onze diamantnijverheid te Antwerpen meebrengen.

In de eerste plaats hebben wij de overbrenging dezer nijverheid naar de omliggende gemeenten en naar andere plaatsen van het land; verder, het instellen van een zeker aantal kleinere diamantslijperijen en de toeneeming van den huisarbeid, die aan elk toezicht ontsnapt.

Zoolang in deze fabrieken, waar zij ook gevestigd zijn, de arbeid verricht wordt in dezelfde verhoudingen en in dezelfde omstandigheden als die der Antwerpsche slijperijen, valt er niets op te zeggen; want niemand heeft het recht, de uitbreiding eener nijverheid te beletten; maar, heeft deze uitbreiding voor onvermijdelijk gevolg, het bestaan in gevaar te brengen van eene eeuwenoude en bloeiende nijverheid, in hunne belangen te krenken niet alleen de daarin gebezigde werklieden, maar ook de patroons, dan dienen er noodzakelijk voorbehoedende maatregelen genomen te worden.

Uit een brief, gericht tot de leden van de Wetgevende Kamers, door de *Gilde der Antwerpsche Diamantnijverheid*, eene uit patroons en werklieden bestaande vakvereeniging, en gedagteekend 16 October 1909, nemen wij, onder andere, het volgende woordelijk over :

« Het kwaad is te zoeken in het volslagen gebrek aan regeling van den arbeidstijd.

» Op de fabrieken van den buiten, op de kleine fabrieken van de stad, overal waar kontrol ontbreekt, daar wordt overtollig lang gewerkt : 12 tot 14 uren daags, 72 tot 84 uren per week, is niets ongewoons, terwijl in de fabrieken van de stad slechts 32 tot 54 uren per week wordt gearbeid.

» Dit heeft voor gevolg dat aan de patroons ten eerste eene groote concurrentie wordt aangedaan, die onmiddellijk nadeelig is voor de werklieden, die terecht vreezen dat ook zij eindelijk zullen gedwongen worden langer uren te moeten werken, terwijl hunne loonen ook zullen vermindern. Het feit dat de werklieden op den buiten aan veel lagere loonen werken dan in de stad, is eveneens van aard om een noodlottigen weerslag te hebben op de loonen der Antwerpsche werklieden : het behoeft geen betoog dat elke loonsvermindering der werklieden rechtstreeks nadeelig is voor geheel de bevolking.

» De nadeelige gevolgen welke de verplaatsing der diamantnijverheid naar den buiten heeft, kunnen slechts door één middel worden bestreden : de wettelijke regeling van den arbeidstijd voor geheel de industrie en wel

in dezen zin, dat het maximum van den werktijd over geheel België niet hooger zij dan 9 uren per dag.

» Het behoeft geen betoog dat 9 uren in onze nijverheid meer dan genoeg is om te voorzien in al de behoeften van de markt. De productie, eens geregeld, zou den toestand der markt veel vaster, de werkvoorwaarden beter, de positie der werklieden veel bestendiger maken.

» Het invoeren dier wettelijke arbeidsregeling zou toelaten aan de leerlingkwestie, die in onze nijverheid eene zeer groote en belangrijke rol speelt, de noodige oplossing te geven, welke zoowel de werklieden als de werkgevers zou tevreden stellen.

» Ten andere is, onder oogpunt van de gezondheid der werklieden, de invoering van den negenurendag van hoog belang. Deze beperking, wettelijk ingevoerd, wordt niet alleen gevraagd van uit een willekeurig oogpunt, noch alleen om de verkorting van den werktijd.

» De inspanning die van de werklieden in de diamantnijverheid wordt geëischt is van dien aard, dat de meesten, als zij op 40 of 45jarigen leeftijd komen, hun krachten, hun gezichtsscherpte, hun vluheid voelen verzwakken, en zij veel vroeger dan de werklieden van andere beroepen, tot gewonen arbeid zooniet onbekwaam, dan toch minder geschikt worden. De beperking van den arbeidsduur is dus ook eene kwestie van zelfbehoud, welke in het belang der werklieden en van hunne familie moet betracht worden, en waar in de eerste plaats de wetgever zich moet om bekommeren.

» Door de invoering van den negenurendag is niet uitgesloten, dat de werklieden, in overleg met hun patroons, regelingen treffen om den arbeidsduur nog korter te maken. »

Deze toelichting, uitgaande van de belanghebbenden zelf (patroons en werklieden) ten einde de wettelijke regeling van den arbeidsduur in hunne nijverheid te rechtvaardigen, schijnt ons afdoende en behoeft geen verder betoog.

Wij zijn dan ook overtuigd dat ons voorstel van wet een gunstig onthaal zal vinden bij de Kamer en dat deze hierdoor niet alleen een blijk te meer zal geven van hare sympathie voor eene belangwekkende klasse van arbeiders, maar tevens een gewichtigen dienst zal bewijzen aan geheel de diamantnijverheid.

J. VERHEYEN.

9)

Proposition de loi sur la réglementation des heures de travail, le travail de nuit et l'apprentissage dans l'industrie diamantaire.

ARTICLE PREMIER.

Dans l'industrie diamantaire, le travail des ouvriers ne peut dépasser neuf heures par jour.

ART. 2.

Le travail de nuit est interdit.

ART. 3.

L'inspecteur du travail peut pendant un maximum de vingt jours par an et par atelier, à raison de circonstances exceptionnelles dûment spécifiées, autoriser des dérogations aux dispositions qui précèdent.

Ces décisions sont immédiatement transmises au Ministre de l'Industrie et du Travail qui peut retirer l'autorisation accordée.

ART. 4.

Il est interdit d'employer au travail du diamant des enfants âgés de moins de 14 ans révolus ou des apprentis n'ayant pas au préalable été soumis à l'examen d'un médecin oculiste, chef de service ou ancien chef de service aux hôpitaux publics ou à un médecin oculiste agréé par M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

Voorstel van wet op de regeling van de arbeidsuren, het nachtwerk en den leertijd in de diamantnijverheid.

ART. 1.

In de diamantnijverheid mag de arbeid der werklieden negen uren per dag niet te boven gaan.

ART. 2.

Het nachtwerk is verboden.

ART. 3.

Uit hoofde van uitzonderlijke, behoorlijk bepaalde omstandigheden mag de arbeidstoeziener, gedurende ten hoogste twintig dagen per jaar en per werkplaats, toelaten dat van de voorgaande bepalingen wordt afgeweken.

Die beslissingen worden onmiddellijk opgezonden aan den Minister van Nijverheid en Arbeid; deze kan de verleende machtiging intrekken.

ART. 4.

Het is verboden, bij het bewerken van diamant, kinderen te gebruiken die den leeftijd van 14 jaar niet hebben bereikt of leerlingen die niet vooraf werden onderworpen aan het onderzoek van een oogarts, dienstoverste of gewezen dienstoverste bij de openbare gasthuizen, of aan dat van een oogarts, door den Minister van Nijverheid en Arbeid toegelaten.

ART. 5.

Les dispositions des articles 11 à 20
de la loi du 13 décembre 1889 sont
applicables à la présente loi.

ART. 5.

De bepalingen van de artikelen 11
tot 20 der wet van 13 December 1889
zijn van toepassing op deze wet.

J. VERHEYEN.

LOUIS FRANCK.

AUGUSTEYNS.

P. VEKEMANS.
